

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Effacement-de-la-dette-des-paysans.html>

Effacement de la dette des "paysans" au bénéfice d'une classe qui s'enrichit face à une nation qui s'appauvrit !

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -
Publication date: samedi 8 août 2009

Description:

Bouteflika vient de faire un cadeau à la bourgeoisie agraire : 41 milliards de DA de dette effacée en une phrase prononcée le samedi 28 février à Biskra, fief de la nouvelle bourgeoisie qui s'est constituée aux côtés de la grande propriété foncière

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Sid'Ali

? qui ont été restituées depuis près de 20 ans, comme on le sait, toutes les terres nationalisées du temps de Boumediène !

Alors que rien de concret au profit des ouvriers et des bas salaires n'a été annoncé le 24 février à Arzew, peu d'éditorialistes ou d'analystes « gardiens des réformes » et du nouvel ordre libéral (que l'Algérie a engagé depuis l'ère Chadli), - et si prompts à monter au créneau pour dénoncer le populisme ! - n'ont eu à dire ou à commenter sur ce geste généreux propre à un "État-providence". Le « capitalisme de la mamelle » n'est pas de mise ici.

Et pourtant ... même les spécialistes se perdent aujourd'hui dans les chiffres qui donnent le vertige quand on évoque les fonds mis à la disposition du secteur privé depuis que les « réformes » - en clair l'option capitaliste et libérale - sont appliquées à l'agriculture.

Simple rappel : alors que l'on criait au scandale lorsque l'on investissait productivement dans le secteur public agricole ou les coopératives communales polyvalentes de services qui aidaient réellement les petits -mais pas seulement eux !-, que l'on traitait les coopérateurs, attributaires et ouvriers des domaines d'État, « d'assistés et de fonctionnaires de l'agriculture », que fait-on depuis 1981 (année d'adoption de la loi d'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur) ? **Des milliards de subventions sont régulièrement distribués à des intermédiaires, des hauts fonctionnaires, des cadres de l'État, des hauts gradés de l'armée, à des familles appartenant à différents clans du pouvoir, à ceux, pour parler vite, qui vont constituer aux côtés de l'ancienne grosse propriété foncière (les « GPF »), la bourgeoisie agraire.**

Cette nouvelle bourgeoisie est faite de gros commerçants, de citoyens gérant à distance leurs nouvelles acquisitions foncières, achetées dans les temps troubles du terrorisme et de la guerre déclarée au peuple par les islamistes, de puissances économiques qui ont agrandi leurs patrimoines par des lots de terre soustraits au domaine "privé" de l'État en blanchissant l'argent mal acquis. Des milliards de DA ont été obtenus dans le cadre de l'APFA (dont le bilan n'a jamais été fait), mais aussi dans le cadre du PNDA qui a suivi. Le PNDA, on le sait, fut l'objet d'un intérêt fort car pointaient au bout les fameux fonds : le FNDRA et d'autres dont les sigles barbares cachent les secrets financiers les plus juteux que l'Algérie ait connus. Exemple : le fonds de mise en valeur des terres par la concession (FMVTC) et la fameuse Générale des Concessions : plus de 40 milliards de DA envolés en fumée dans les scandales qui ont éclaboussé des cadres de l'agriculture, et dans lesquels des personnalités du pouvoir auraient été impliquées.

Et puis, que peut-on dire de plus entre les 14 milliards effacés en 2002, les 41 milliards de 2009, les dons dans le cadre du crédit « rfig » -crédits sans intérêts qui, comme chacun le sait ne sont accordés « qu'aux paysans », on aura un peu épuisé la question de « l'option libérale » où théoriquement l'État n'entrave d'aucune manière l'activité privée. Ici, il n'est donc pas question d'entraves mais de béquilles, d'échelles qui permettent d'accéder à la rente et cela sans contrepartie. Cette bourgeoisie est parasitaire car non seulement elle coûte au trésor public mais sa contribution à l'approvisionnement des marchés est dérisoire. L'État importe chaque année de plus en plus : 2 milliards de dollars en 2005, 4 en 2007, 8 en 2008 ! La flambée permanente du prix des fruits et légumes érode le pouvoir d'achat et les viandes sont devenues inaccessibles aux larges masses. Et puis, les situations réelles dont on parle peu et qui résultent de cette option : l'enrichissement des uns à provoqué la misère des autres. Les campagnes se caractérisent aujourd'hui par une régression sociale sans précédent : la malnutrition, les maladies, la pauvreté, les bas salaires, l'absence de protection sociale, l'exploitation des femmes et des enfants. Enfin il y a aussi épuisement des ressources naturelles. Questionnez les anciens, ils vous donneront les niveaux d'eau des puits. Il y a vingt ans on pouvait trouver de l'eau à 20-30 m dans la plaine de Mascara, aujourd'hui, il faut creuser près de 200 m. Qui sont les gagnants et les perdants ? Question à mille dinars. L'effacement de la dette est encore une fois non justifié économiquement, socialement, écologiquement. C'est un acte immoral qui encourage la rapine et la dilapidation des richesses. Barkat voulait créer une classe de riches à la campagne pour assurer la prospérité dans les campagnes. On sait qu'il y est parvenu en appauvrissant la nation.

Sid'Ali

08.08.09